

tions tiennent dans les ouvrages juridiques ou dans les controverses théologiques et morales. Il est remarquable que les défenseurs du principe même du prêt à intérêt, comme Calvin, et ses adversaires les plus intransigeants, sont d'accord sur ce point, à savoir que certaines opérations de crédit sont indispensables au fonctionnement de la vie commerciale du temps.

Par ce qui précède, on voit quel était l'état de tension du marché lorsque s'ouvrit, en 1557, entre la France et l'Espagne la guerre dite de Saint-Quentin. Or la guerre, au xvi<sup>e</sup> siècle comme au xx<sup>e</sup>, se faisait avec du papier.

Au lendemain de son avènement, Philippe II s'était trouvé en face d'une situation financière inextricable. Comme les questions financières, en ce temps, se mêlaient aux questions religieuses en vertu des lois canoniques sur le prêt à intérêt, Philippe consulta ses théologiens (1). Ils étaient d'avis que, les engagements pris par Philippe étant usuraires, il lui était licite, en conscience, de ne pas les tenir. Mais on se rendit compte qu'une révocation générale des dettes rendrait impossible tout recours ultérieur au crédit, et on proposa aux créanciers une sorte de *funding* : on les indemniserait non en capital, mais en rentes perpétuelles 5 %, au lieu d'obligations à prochaine échéance à 10 et 14 %. Comme ils résistaient, un décret leur donna jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1557 pour accepter ces *juros*, ou tout perdre. La banqueroute prenait l'allure d'une consolidation forcée de la dette flottante.

Le résultat, qu'on aurait pu prévoir à Valladolid, fut la chute des *juros* à 85, puis à 75 %. Les Fugger, atteints en outre par les obstacles mis à l'exportation des métaux précieux, se crurent assez forts pour résister. Ils durent céder plus tard, lorsque les *juros* ne valurent plus que 50 ou 40 %. Dans l'intervalle les Welser, les Schetz avaient capitulé, puis les autres à leur exemple.

Le crédit français semblait meilleur, même après le désastre de Saint-Quentin. Le vrai vainqueur de cette bataille, Emmanuel-Philibert de Savoie, avait proposé à Philippe II

---

(1) Haebler nous dit que le cardinal Siliceo, son ancien précepteur, lui conseilla d'employer le produit des mines d'argent de Guadalcanal pour écraser les ennemis de la religion, et d'augmenter ce trésor en retirant des mains des usuriers les biens engagés.